

Merci Président. Juste quelques mots. D'abord merci à tous les Présidents de groupes et au Vice-président pour leurs interventions. Je veux aussi redire, plusieurs d'entre vous sont revenus sur le sujet des droits et d'État de droit. Et donc, je ne répéterai pas ce que j'ai tenu dans mon propos introductif mais vous pouvez compter sur la détermination de la présidence française.

Il y a eu ensuite une question qui portait sur les frontières. Je veux là, de la même manière, cela rejoint ce que je disais dans mon propos final. Nous avons besoin, en effet, d'améliorer notre système de protection des frontières communes et nous savons très bien que notre réponse, et c'est la seule qui permettra de faire converger les différences idéologiques qui existent parfois entre les différentes formations politiques, c'est d'avoir une approche complète sur le phénomène des migrations, c'est-à-dire une politique d'aide et de développement avec les pays d'origine de ces migrations. Entre autres, nous aurons à le traiter dans le cadre du sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine qui se tiendra fin février. Mais ce n'est pas exclusif des autres aires régionales. Ensuite, une meilleure protection des frontières extérieures. Et là, il faut une vraie politique d'investissement solidaire et d'efficacité, à la fois avec des instruments communautaires, mais sans doute une solidarité, une réactivité interrégionale, parce que nous sommes confrontés à un phénomène nouveau qui est la menace hybride, dans le cadre de laquelle les phénomènes migratoires sont utilisés par des puissances hostiles. Nous l'avons vu avec la Biélorussie. Et puis un dispositif ensuite reposant sur responsabilité et solidarité pour la gestion des femmes et des hommes qui sont ensuite sur le sol européen et éviter les phénomènes et les comportements non coopératifs entre les Etats membres. Et j'espère que celles et ceux pour lesquels nous aurons à décider des mesures fortes de solidarité sur les frontières extérieures sauront avoir la même solidarité et l'esprit de responsabilité quand il s'agit de gérer les statuts de l'asile ou la question migratoire à l'intérieur de l'Europe. Les Etats membres sont confrontés à des situations différentes, selon qu'ils sont pays de première entrée, pays d'arrivée secondaire. Il faut donc pour ça réussir à trouver les bons compromis.

Sur le protocole Nord-irlandais, je considère que c'est pour nous une question existentielle, à deux égards. Le protocole irlandais au fond, c'est de savoir comment concilier l'accord du Vendredi Saint et l'intégrité du marché unique. C'est ça le débat que nous avons eu pendant de longs mois avec nos amis britanniques. Ce protocole est donc tout à la fois une question existentielle pour les Européens : ne pas transiger sur l'unicité et l'intégrité de notre marché unique, sans quoi si là aussi, il n'y a plus de frontières, il n'y a plus de règle, tout partirait à vau-l'eau. Mais c'est une question de guerre et de paix pour l'Irlande. Et donc, je pense qu'il ne faut pas jouer avec ce sujet. Mais c'est un sujet que nous traiterons en Européens de manière solidaire, comme depuis le premier jour. Qu'il s'agisse de la pêche, qu'il s'agisse du protocole Nord-irlandais, qu'il s'agisse des sujets migratoires, ce sont des sujets entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne.

J'ai ensuite été interrogé sur la taxonomie. Je vais là-dessus tenir une position en m'abritant, si vous m'y autorisez, derrière les experts. Parce qu'en climat comme en matière de santé, je pense que c'est toujours mieux de décider en se référant à celles et ceux qui, experts de ces questions, nous disent ce qu'il en est. Ce que les experts du GIEC écrivent, c'est que le nucléaire fait partie des solutions pour décarboner nos économies. Ce n'est pas l'Europe, la France qui l'invente, c'est ce que le GIEC écrit. Et donc, décider de se priver du nucléaire serait tout simplement une posture complètement contraire à ce que les scientifiques et les experts du climat nous disent. Et ce d'autant plus que cela aggraverait notre situation en termes de souveraineté et d'indépendance. La stratégie qui est la nôtre est de décarboner nos économies. Il nous faut pour cela développer le renouvelable. Plusieurs l'ont fait, nous continuons de le faire. Les énergies renouvelables aujourd'hui, à technologies constantes, nous permettent de produire de l'électricité, mais sont des sources d'électricité intermittentes. Elles ne sont donc pas totalement substituables, même avec nos interconnexions, aux sources de production d'électricité non-intermittentes, lesquelles sont principalement le charbon, le gaz, le nucléaire. Parmi ces sources de production d'électricité non-intermittentes, de très loin, le nucléaire est celle qui émet le moins de CO<sub>2</sub>. De très loin.

La priorité de l'Europe, c'est d'abord de sortir du charbon. Pour sortir du charbon et garder la soutenabilité de la fourniture d'électricité pour nos concitoyens, les Etats membres vont aller un peu vers le renouvelable, mais pour plusieurs décennies massivement vers le gaz et vers le nucléaire. Le gaz et le nucléaire ne sont pas équivalents en termes de production de CO<sub>2</sub>. Le gaz est une énergie fossile qui produit beaucoup plus de CO<sub>2</sub> que le nucléaire et donc elles ne sont même pas équivalentes. Le nucléaire est bien meilleur. J'en veux pour preuve qu'à Glasgow, y compris celles et ceux qui tenaient des positions comme les vôtres ont pris des engagements et ont demandé qu'on arrête le financement du gaz à l'international, pas celui du nucléaire. A côté de cela, en matière de souveraineté, beaucoup d'entre vous ont évoqué les risques. Le gaz, nous ne l'avons plus dans notre sol. Le gaz aux Pays-Bas s'est effondré, la Norvège le réduit fortement. Consommer plus de gaz, c'est importer du gaz russe, turc ou venant d'autres puissances. Nul n'est besoin ici de décrire ce que cette situation de dépendance accrue voudrait dire pour notre Europe. Le nucléaire est une solution souveraine. Pour toutes ces raisons, je défends ardemment, en effet, un nucléaire intégré dans la taxonomie et je défends ardemment le fait que le nucléaire n'est même pas équivalent au gaz. Il est moins polluant et il est plus souverain.

Pour ce qui est ensuite des remarques qui ont été faites par plusieurs présidents sur la subsidiarité, le travail avec votre comité, je veux vous dire ici d'abord que nous travaillerons dans la durée de cette présidence avec vous sur l'ensemble des chantiers : celui de la cohésion sociale, celui des régions ultrapériphériques, comme l'a dit très justement le

vice-président. Et comme cela a été rappelé par plusieurs d'entre vous aussi, le président ROUILLON entre autres et également le président DECOSTER, l'importance de votre rôle sur la transition climatique et digitale et l'importance de votre rôle dans les réponses sociales à la crise.

Et donc je pense en effet que quand on parle de subsidiarité et d'ouverture à des réformes, l'idée que votre comité, et surtout que celles et ceux que vous représentez et dont vous êtes, aient un rôle accru et que nous réfléchissions peut-être selon les secteurs à produire la norme différemment est une réalité. J'en parle également pour mon pays, lequel est plus centralisé que beaucoup d'autres. Moi-même qui ai plutôt une réputation d'être quelqu'un qui prend les décisions quand il doit les prendre, j'ai acquis la conviction que sur beaucoup de sujets de politique publique — le logement, la transition écologique ou d'autres — la décentralisation — y compris comme vous l'avez d'ailleurs exprimé, je souscris à cette approche, du pouvoir normatif et de la responsabilité — est sans doute un élément de plus grande efficacité, et en tout cas un élément qui permet de faire face au choc que nous avons à vivre.

Et donc ce que nous avons à réarticuler, on le voit bien, c'est d'avoir une Europe qui se concentre sur les sujets d'intérêt généraux qui supposent beaucoup d'unité, sur les sujets de puissance, comme vous l'avez dit, et de souveraineté qui sont existentiels, sur leurs règles, et qui sache aussi mettre plus de subsidiarité sur certains sujets du quotidien où la centralisation de la norme et l'uniformité de la norme deviennent contre-productives parce qu'elles ne sont pas adaptées à l'hétérogénéité des conditions de terrain, parce qu'elles ne sont pas comprises par nos compatriotes et parce que, au fond, les acteurs ont besoin d'être aussi producteurs de normes sur le terrain. Et à cet égard, c'est pourquoi ma présence n'est pas simplement, si je puis dire, à caractère diplomatique, mais par la conviction que vous avez un rôle important à jouer. Et vous l'avez dit après ce moment fondateur que Jacques DELORS a supporté, je pense que les prochains mois et les prochaines années doivent nous conduire à savoir oser cette confiance, comme vous l'avez très bien dit, mais avancer de manière concrète sur des réponses beaucoup plus proches du terrain.

Voilà les quelques mots que je voulais avoir en réponse à vos interventions, et je vous en remercie beaucoup. Et je voulais vraiment terminer en vous remerciant pour ces convictions partagées et votre franchise et vous remercier tout particulièrement, Président, pour votre accueil et aussi pour votre attachement à la francophonie, parce que je suis très sensible au fait que vous ayez eu l'extrême délicatesse de vous exprimer en Français, ce qui me touche beaucoup et est important.